

**CONSULTATION PUBLIQUE DU 27 JUILLET 2017 N°2017-012 RELATIVE A LA CREATION D'UNE
ZONE DE MARCHE UNIQUE DU GAZ EN FRANCE AU 1^{ER} NOVEMBRE 2018**

Commentaires de Galp Gás Natural

- R1** Galp Gás Natural (GGN) est d'accord avec la proposition.
- R2** GGN est d'accord avec la proposition pour la répartition des déséquilibres.
- R3** GGN considère qu'il sera important que le planning d'entretien et ses révisions soient publiés avant les procès de souscription de capacité, notamment à la Plateforme PRISMA (horizons annuel, trimestriel, mensuel et journalier). Ce planning doit couvrir le période de 1oct(n) jusqu'à 30sep(n+1), et les TSOs doivent faire ses meilleures efforts pour le respecter. Aussi, nous suggérons que les TSOs consultent ceux des pays voisins, notamment la Belgique et le Espagne, pour prévenir indisponibilités de transport entre zones de marché.
- R4** Nous restons avec des doutes si l'agrégation des entretiens et les conséquentes restrictions créées au Nord e Centre de la France pourra aussi provoquer des limitations au transport France-Espagne. Ces limitations potentielles étaient inexistantes antérieurement, donc un tel développement serai inacceptable. Nous suggérons qu'une procédure de suite est implémentée, pour prévenir la création de coûts et/ou limitations préalablement inexistantes.
- R5** GGN considère adéquat que restrictions soit appliquées si ces limitations résultent de travaux aux impacts limités.
- R6** D'après les données présentés, GGN n'a pas des réserves particulières à l'établissement d'une limite de 30GWh/j pour définition de la restriction comme entretien.
- R7** D'après les données présentés, GGN n'a pas des réserves particulières aux conclusions.

- R8** GGN est d'accord avec le scénario de référence proposé.
- R9** GGN est d'accord avec le scénario de référence proposé.
- R10** GGN n'aura d'objections spécifiques aux conclusions présentées, dès que des nouvelles obligations pour les shippers ne seront pas créées. En tout cas, GGN considère nécessaire que l'établissement de niveaux tarifaires différents entre les stockages, considérant leurs localisation/type, doit être suffisamment justifié.
- R11** GGN n'a de commentaires particuliers sur la proposition, dès que l'information pour le jour « d » soit disponible pour les shippers le jour « d-1 », de manière à que les shippers ont de possibilité de souscrire produits alternatifs. En tout cas, il sera absolument nécessaire qu'au moment de souscription de capacité interruptible cette limitation est annoncée sans doute d'interprétation.
- R12** GGN est d'accord avec la proposition, dans le sens que la disponibilité de capacité journalière et/ou intra-journalière pourrait aggraver une situation potentielle de congestion. Seulement dans le cas que la congestion soit préalablement levée cette capacité doit être annoncée.
- R13** GGN accepte le principe d'établissement des *spreads* localisés. En tout cas, sans une définition plus précise de la méthodologie de calcul et des conditions d'application (à réaliser au Workshop du 29 septembre ?), un agrément sans réserves n'est pas possible.
- R14** GGN considère que cette information doit être disponible le plus tôt possible, préférablement dans les heures de travail (9-18h).
- R15** En considérant la dimension relative des Usines Electriques face aux autres consommateurs, nous considérons qu'elles ne doivent pas participer au mécanisme d'établissement des *spreads* localisés.
- R16** GGN considère adéquat la participation des clients directement liés au réseau de transport, dès qu'ils se registrent comme shippers.

- R17** En tant qu'ils sont opérateurs d'infrastructures fondamentaux, les OAS ne doit pas participer au mécanisme des *spreads* localisés. Leurs obligations seraient plutôt la disponibilité des produits de stockage suffisamment flexibles en termes d'injection/soutirage.
- R18** GGN accepte le principe d'établissement de limites pour *spreads* localisés, de manière à prévenir la possibilité de distorsion du marché. En tout cas il sera nécessaire que les principes de fixation soit connues ex-ante et que le prix maximum reste suffisamment intéressant pour que les shippers répondent aux offres publiées.
- R19** Si les congestions sont résiduelles, GGN considère qu'il sera préférable qu'elles soient résolues directement par le marché, sans utilisation du mécanisme de *spreads* localisés, qui pourra augmenter sans nécessiter les coûts globaux du système.
- R20** GGN est d'accord avec la proposition. Au-delà du TSO belge et OAS, nous suggérons que la possibilité d'établissement d'agréments similaires avec le TSO espagnol soit analysée.
- R21** GGN est d'accord avec la proposition.
- R22** GGN est d'accord avec l'avis de CRE. La réalisation de *swaps* entre OAS pourrait apporter des coûts supplémentaires pour les TSOs, finalement à repasser aux shippers qui semblent inutiles à ce moment.
- R23** GGN est d'accord avec l'avis de CRE. La réalisation de *swaps* entre OAS pourrait apporter des coûts supplémentaires pour les TSOs, finalement à repasser aux shippers qui semblent inutiles à ce moment.
- R24** GGN est d'accord avec la proposition.
- R25** GGN est d'accord avec les mécanismes indiqués, bien comme la priorisation proposée.

- R26** GGN est en principe d'accord avec la séquence d'actions proposées. En tout cas, sans une définition plus précise des conditions d'application (à réaliser au Workshop du 29 septembre ?), un agrément sans réserves n'est pas possible.
- R27** Comme commentaire général, GGN considère que l'annonce de restrictions doit toujours être fait ex-ante la date de l'enchère de capacités en PRISMA pour les périodes d'intérêt. Ce principe est particulièrement relevant pour le période d'hiver, dont GGN est d'accord avec la disponibilité anticipée.
- R28** GGN est d'accord avec la proposition.
- R29** GGN est d'accord avec les mécanismes indiqués comme possibles. En tout cas, les différents options à sélectionner doivent être objet d'une Consultation Publique préalablement à une décision.
- R30** GGN est d'accord avec la priorisation d'actions proposée par CRE. Aussi dans ce cas-là, le calendrier effectif doit être objet d'une Consultation Publique préalablement à une décision.
- R31** GGN est d'accord avec la proposition, bien que ce mécanisme ne doive pas être utilisé au-delà d'un mois, et en cas de faibles existences aux stockages. En tout cas, informations complémentaires seront nécessaires pour une meilleure compréhension des objectifs.
- R32** GGN est d'accord avec l'inclusion des coûts associés dans le tarif ATRT6. Face à l'option présentée en Q33, celle-ci méritera notre préférence.
- R33** Comme indiqué en R32, nous préférons l'hypothèse y-présentée. Si la création d'un acompte *ad hoc* est finalement sélectionnée, l'allocation décrite semble adéquate.
- R34** Nous considérons que la proposition est insuffisamment détaillée, pour permettre un agrément.
- R35** GGN est d'accord avec la continuation d'expérimentation des produits localisés.

- R36** GGN est d'accord avec la proposition d'intégration des prix d'achat/vente pour les produits localisés, dès que la méthodologie indiquée en Q35 soit l'appliquée.
- R37** GGN est d'accord avec la suppression du gaz circulante, en considérant que après l'extinction du PIP Nord-Sud, l'objectif de maximiser l'utilisation de la capacité interruptible à ce point-là devienne obsolète.